



PGC de l'opération

SECTEUR ENTREE DE VILLE - LE REAMENAGEMENT ET LA CREATION D'ESPACES PUBLICS A CASTILLON LA BATAILLE

Coordination SPS :

PRESENTS, Agence Bruges
15 Avenue de Chavailles
Les Bureaux du Lac - Immeuble E
33520 BRUGES
Tél : 05 56 74 81 71
Fax : 05 56 74 22 64
Nom CSPS : Eric ARNAUDEAU

Maître d'ouvrage principal :

INCITE
BORDEAUX METROPOLE TERRITOIRES
101, cours Victor Hugo
CS91234
33074 BORDEAUX CEDEX
MO
MOi@incite-bordeaux.fr

Maître d'oeuvre principal :

COCOC ARCHITECTURE DORDOGNE
La Touille - BP9
24250 CENAC
Monsieur Cédric RAMIERE
cedric.ramiere@cocoarchitecture.fr

Indice et date	Rédacteur	Nature des modifications
v3 - 17/01/2025	Eric ARNAUDEAU	Obs Moe / MO
v2 - 11/12/2024	Eric ARNAUDEAU	DCE
v1 - 18/07/2024	Eric ARNAUDEAU	Projet

SOMMAIRE

0 - Préambule	1
1 - Renseignements d'ordre administratif	3
1.1 - Renseignements relatifs à l'opération	3
1.2 - Intervenants	5
1.3 - Mission du Coordonnateur SPS	8
2 - Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'oeuvre en concertation avec le coordonnateur	10
3 - Mesures de coordination prises par le Coordonnateur SPS	11
3.1 - Circulation	11
3.2 - Manutention	14
3.3 - Stockage	15
3.4 - Gestion des déchets et décombres	17
3.5 - Enlèvement des matériaux dangereux	18
3.6 - Utilisation des protections collectives, accès provisoires et installation électrique générale	19
3.7 - Interactions sur le site	23
4 - Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation	30
4.1 - Activité sur le site et mesures de prévention	30
4.2 - Interférences avec les chantiers limitrophes	30
4.3 - Réseaux enterrés et aériens	31
4.4 - Risques liés à la circulation extérieure	31
4.5 - Analyse des risques liés à l'environnement	33
5 - Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre	36
5.1 - Installations de chantier	36
5.2 - Nettoyage du chantier	37
5.3 - Clôture du chantier	38
5.4 - Réseaux mis à disposition	38
6 - Secours et évacuation des travailleurs	40
6.1 - Dispositions d'alerte et accueil des secours	40
6.2 - Plan de secours	40
6.3 - Organisation des premiers secours	40
7 - Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants	42
7.1 - Mise en commun des moyens	42
7.2 - Entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants	42
7.3 - Emploi de personnels intérimaires	43
7.4 - Prestataires de service	43
8 - Annexes	45
8.1 - ANNEXE : Fiche d'appel des secours	46
8.2 - ANNEXE: Environnement	47
8.3 - ANNEXE : Dossier technique regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante	54
8.4 - ANNEXE : Dossier technique regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant du plomb	55
8.5 - ANNEXE: Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité (DHOL)	56

0 - Préambule

Une mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, concernant la conception et la réalisation des travaux, a été organisée par le Maître d'Ouvrage.

Le PGC, ainsi que ses additifs, sont insérés dans tous les marchés de travaux, objets de la présente opération. Ils apportent des renseignements qui permettront aux entreprises d'élaborer leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

L'entrepreneur prendra en compte dans la conception et la réalisation des travaux de son contrat toutes les dispositions nécessaires pour intégrer les principes généraux de la prévention et se conformera aux obligations qui lui incombent, en respect du Code du Travail en matière de sécurité, de protection de la santé et des conditions de travail.

En outre, l'entrepreneur devra se conformer aux dispositions édictées :

- par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur SPS, dans le présent PGC,
- par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Oeuvre dans les pièces constitutives du marché qui ont une influence en matière de sécurité et de protection de la santé, notamment le CCAP et le CCTP.

Ces dispositions s'appliquent à tout intervenant qui aura conclu un contrat de prestation ou de travaux avec l'entrepreneur.

Il est rappelé, par ailleurs, que l'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Ce PGC a été établi par le Coordonnateur SPS en fonction des éléments qui lui ont été transmis par le Maître d'Ouvrage. Le tableau ci-dessous récapitule ces éléments, ayant servi d'hypothèses au Coordonnateur SPS.

Nom du document / Commentaires	Transmis par	Date de transmission
castillon_espaces_publics_dce_consultation_travaux.pdf : Espaces Publics DCE	INCITE	03/12/2024
castillon_fiche_intervenants.xlsx	INCITE	06/08/2024
cas-pr-gr-08-002_(planning_previsionnel-phasage)_et_sens_circulation_travaux.pdf	INCITE	15/07/2024
analyse_avp_-_entree_ville_castillon.pdf	PRESENTS	15/07/2024
plan_de_phasage_secteur_1_avec_superposition.pdf	INCITE	02/07/2024

Nom du document / Commentaires	Transmis par	Date de transmission
01_cast_avp_plan_damenagement.pdf : dossier AVP	INCITE	02/07/2024

1 - Renseignements d'ordre administratif

1.1 - Renseignements relatifs à l'opération

1.1.1 - Situation

- Nom de l'opération :

SECTEUR ENTREE DE VILLE - LE REAMENAGEMENT ET LA CREATION D'ESPACES PUBLICS A
CASTILLON LA BATAILLE

- Catégorie :

Opération de catégorie 2

- Adresse du chantier :

33350 CASTILLON LA BATAILLE



1.1.2 - Travaux

Description des travaux :

Le réaménagement et le création d'espaces publics à Castillon la Bataille et plus particulièrement le secteur 1 : Entrée de ville comprenant :

- Le réaménagement du carrefour du jet d'eau

- Le réaménagement de la place Pierre Orus
- la restructuration de la place du 14 Juillet

Nature des travaux :

Les travaux sont allotés en :

- Lot 1 : Voirie et réseaux divers
- Lot 2: Éclairage
- Lot 3 : Aménagements paysagers et mobiliers

Le chantier se déroulera en deux phases de travaux qui seront divisées en plusieurs phases de travaux :

- Tranche A : Nord du SECTEUR 1 (Travaux en 2025, avec fin des travaux obligatoire pour Novembre 2025)
- Tranche B : SUD du SECTEUR 1 (Travaux en 2026 - 2027)
-

Chaque tranche sera subdivisée en plusieurs phases de travaux, conformément au planning initial fourni au DCE.

1.2 - Intervenants

1.2.1 - Parties contractantes

Maître d'ouvrage principal :

INCITE
BORDEAUX METROPOLE TERRITOIRES
101, cours Victor Hugo
CS91234
33074 BORDEAUX CEDEX
MO
MOi@incite-bordeaux.fr

Maître d'oeuvre principal :

COCOC ARCHITECTURE DORDOGNE
La Touille - BP9
24250 CENAC
Monsieur Cédric RAMIERE
cedric.ramiere@cocoarchitecture.fr

Maître d'oeuvre :

TSA 24
Les Plaines-Belves
24170 BELVES
Monsieur Remy DUMAS
infrastructure.remy@tsa24.fr

Coordination SPS :

PRESENTS, Agence Bruges
15 Avenue de Chavailles
Les Bureaux du Lac - Immeuble E
33520 BRUGES
Tél : 05 56 74 81 71
Fax : 05 56 74 22 64
Nom CSPA : Eric ARNAUDEAU
Email : e.arnauveau@presents.fr

1.2.2 - Organismes de prévention

CARSAT AQUITAINE
80, avenue de la Jallère
33050 BORDEAUX cedex
Tél : 05 56 11 64 00
Fax : 05 56 39 55 93
Monsieur LE PREVENTEUR
prevention4@carsat-aquitaine.fr

OPPBTP
Direction Régionale Sud Ouest Agence de Bordeaux
9, avenue Raymond Manaud
Les bureaux du Tasta Bât. C
33524 BRUGES
Tél : 05 56 34 03 49
Fax : 05 56 34 42 08
Monsieur LE CONSEILLER PREVENTION
nouvelleaquitaine@oppbtp.fr

DDETS GIRONDE
Cité Administrative
2, rue Jules Ferry
33090 BORDEAUX
SECTEUR UC4
ddets-uc4@gironde.gouv.fr

1.2.3 - Exploitant(s)

Dans le cadre de l'opération, les limites des prestations entre les lots de opération et des gestionnaires de réseaux et de voirie sont définies au CCTP 0 des prescriptions communes "CAS-CCTP-00 Lot 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES".

Marie de Castillon la Bataille
25, place. du Maréchal de Turenne
33350 Castillon-la-Bataille
Tél : 05 57 40 00 06

Centre Routier Départementale de Libourne

14 rue Jules Védrines
33500 Libourne
Tel : 05 57 55 23 70
dgat-di-cr_libournais@gironde.fr

ENEDIS
vanessa.garreau@enedis.fr
Tél : 06 68 76 55 67

SDEEG
Service réseaux électriques
12 Rue du Cardinal Richaud
33300 Bordeaux
adrien.duboishamon@sdeeg33.fr
Tél : 06 13 83 46 50

GRDF
6 chemin de Lartigot - ZI LA PALU - CS 90003
33360 Latresne
Tél : 05 57 20 62 68
mathieu.ducom@grdf.fr

SIEA
Suiv AEP
2 Rue du Mayne
33570 Puisseguin
Tél : 05 57 74 55 21
siea.est.libournais@orange.fr

1.2.4 - Organismes de secours

Pompiers : Tél. 18 ou 112 avec un portable
SAMU : Tél. 15
Police ou gendarmerie : Tél. 17

1.2.5 - Autres intervenants

Centre Hospitalier Robert Boulin
112 Rue de la Marne
33500 Libourne
05 57 55 34 34

1.3 - Mission du Coordonnateur SPS

Le Coordonnateur SPS n'a pas de pouvoir de commandement direct à l'encontre des entreprises. Il fera donc ses observations aux entreprises concernées par le biais du Registre Journal, et les entreprises apposeront leur signature sur les éléments présentés.

A cet effet, lors de l'inspection commune, les entreprises indiqueront au Coordonnateur SPS le nom de la personne habilitée à contresigner les observations faites par le Coordonnateur SPS.

1.3.1 - Plan Général de Coordination (PGC)

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier sont soumises à l'application de ce PGC. En fonction de l'évolution des travaux, le PGC sera mis à jour.

Le PGC étant joint à l'appel d'offres, toute entreprise qui désignerait un sous-traitant ou autre partenaire pendant l'exécution des travaux a l'obligation de lui transmettre un exemplaire en vigueur du PGC.

1.3.2 - Inspection commune

Toute entreprise destinée à intervenir sur le chantier devra participer à une inspection commune avec le Coordonnateur SPS 15 jours avant le démarrage de ses travaux. Par entreprise, on entend les titulaires de marchés, les co-traitants, les sous-traitants et les travailleurs indépendants.

Pour cela, chaque entreprise prendra contact avec le Coordonnateur SPS suffisamment tôt pour convenir d'une date d'inspection commune. A défaut d'inspection commune, l'entreprise pourra se voir refuser l'accès au chantier et ne pourra prétendre à une quelconque indemnisation en cas d'éviction.

Les prestataires et locatiers divers ne sont pas tenus de faire une inspection commune avec le Coordonnateur SPS. Par contre, ils recevront impérativement les consignes de sécurité par l'entreprise qui les aura mandatés. La transmission de ces consignes sera alors formalisée par l'entreprise dans son PPSPS.

Sauf dans le cas d'exception laissé à l'appréciation du Coordonnateur SPS, l'entreprise devra s'organiser pour garder un délai de 10 jours ouvrables avant le début des travaux pour faire l'inspection commune.

Si ce délai n'est pas respecté, le Coordonnateur SPS pourra refuser le rendez-vous proposé par l'entreprise, en fixer un autre à une date différente et demander au Maître d'Ouvrage de refuser l'accès au chantier à l'entreprise concernée.

1.3.3 - Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Tout entrepreneur, ainsi que ses sous-traitants, sont tenus de remettre au Coordonnateur SPS, 15 jours ouvrables avant toute intervention, un PPSPS relatif aux travaux qui leurs sont confiés. Ce PPSPS est fourni en format informatique et en format papier à la demande du CSPS.

Le PPS sera établi en tenant compte des mesures définies par le présent PGC, des mesures définies lors de l'inspection commune et des prescriptions fixées par le marché.

L'attention de chaque entreprise est attirée sur l'importance de ce PPSPS. Son contenu est défini par le Code du Travail et les différents thèmes devront donc être développés en étant adaptés à cette opération.

Ainsi, les mesures prises pour pallier aux risques propres de l'entreprise et aux risques venant des autres intervenants (risques importés) devront être précisément définies.

Chaque PPSPS devra bien décrire les risques exportés (adaptés à cette opération) envers les autres entreprises, susceptibles d'impacter les interventions des travailleurs concernés.

Si le mode opératoire retenu par l'entreprise entraîne des modifications du contenu du PGC, l'entreprise concernée devra en faire mention dans son PPSPS et informer le Coordonnateur SPS pour qu'il puisse en tenir compte et procéder à la mise à jour nécessaire.

Note : Toutes les personnes qui interviennent sur le chantier en tant que prestataires ne sont pas soumises à l'obligation de fournir ce document (exemple : maîtrise d'oeuvre, contrôleur technique) mais le Coordonnateur SPS se réserve le droit de le demander selon les cas.

Chaque entreprise dont le personnel aura été victime d'un accident corporel sur le chantier avec arrêt de travail devra en informer le Coordonnateur SPS dans un délai de 24 heures.

2 - Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'oeuvre en concertation avec le coordonnateur

PLANIFICATION ET PHASAGE :

Dans le cadre de la réalisation des Tranches A et B, le maître d'oeuvre a établi et joint au DCE:

Des plannings :

- 2024-11-12 - Castillon - Planning PRO-DCE - Phasage V6 - Tranches A
- 2024-11-12 - Castillon - Planning PRO-DCE - Phasage V6 - Tranches B

Des plans de phasage :

- CAS-GR-09-001 (Tranches de travaux)-Tranche Travaux
- CAS-GR-09-002 (Planning Previsionnel-Phasage)

ACCES :

Le lot VRD mettra en place des portails d'accès. Ils auront une largeur minimum de 6m et seront fixés sur des poteaux scellés et fermeront à clef parfaitement. Ils seront balisés et éclairés de façon efficace. (Voir schéma directeur des installations de chantier fourni au DCE). Le chantier doit être pourvu de panneaux indicateurs clairs dirigeant vers l'accueil du site, ou alors tous les visiteurs doivent être accompagnés

Le lot VRD mettra aussi en place un portillon permettant l'accès du personnel entre la base vie et le chantier. Ce portillon permettra de mettre en place un contrôle d'accès.

Le contrôle d'accès à la charge du lot VRD permettra l'enregistrement de tous intervenants du chantier.

Le logiciel mis en place permettra l'encodage des cartes à la demande de l'ensemble des intervenants et autres lots (base 250 badges) et l'impression des listings de présences par jour.

Il sera mis en oeuvre un gardiennage par radar pendant toute la durée du chantier, à la charge du lot VRD.

Pendant les deux derniers mois, 24h/24h, 7j/7j, un service de gardiennage de chantier et de trafic sera mis en place par le lot VRD avec une Entreprise spécialisée. Ce service devra se conformer aux règles et assurera de bons contacts de voisinage avec les riverains.

Il est rappelé que l'accès du chantier est formellement interdit au public et au personnel du site sauf pour des personnes habilitées à rentrer sur le chantier.

3 - Mesures de coordination prises par le Coordonnateur SPS

3.1 - Circulation

3.1.1 - Circulations horizontales

3.1.1.1 - Circulation de chantier

Pendant la période de préparation, l'entreprise désignée établira un projet de plan général de circulation sur le chantier en privilégiant la spécialisation des voies. Après examen par le Coordonnateur SPS et le Maître d'oeuvre, ce document s'impose dans l'organisation générale de chantier.

L'entreprise du lot 1 en est responsable.

Toutes les entreprises intervenant par la suite sur le chantier se soumettront à ce plan de circulation. Si pour une quelconque raison, une entreprise considère ne pas pouvoir respecter ce plan de circulation (encombrement engin, etc.), elle devra en informer le Coordonnateur SPS afin que la solution appropriée puisse être mise en oeuvre.

Les objectifs recherchés par ce plan de circulation sont les suivants :

- Organiser la circulation sur le site de façon pertinente ;
- Gérer les croisements de flux (entrées et sorties) ;
- Limiter les marches arrière.

Les points devant notamment figurer sur le plan de circulation sont :

- les cheminements,
- les accès riverains, des commerces
- les points singuliers (obstacles, emprise des travaux, etc.),
- les zones à risques,
- les modalités et zones de stockage,
- le fléchage,
- les aires de retournement,
- les modalités de circulation,
- le sens de circulation à respecter. Interdiction de circuler à contre sens.

La présence de piétons dans les zones de circulations réservées aux engins ou véhicules est interdite.. Ces zones seront barrières.

Les interventions sur la voie publique pour régler la circulation sont exceptionnelles. Elles sont étudiées et convenues à l'avance, traitées dans le PPSPS et jamais improvisées. Dans tous les cas, le personnel intervenant aura reçu une formation appropriée et porte toujours une tenue réglementaire (gilet de visualisation).

Les véhicules de chantier, en particulier les poids lourds, devront disposer d'une voie de circulation d'une largeur de 3 mètres minimum. Dans les zones où la largeur de la voie de chantier sera inférieure à 3 mètres, l'entreprise responsable devra prévoir un balisage longitudinal des rives de la zone circulaire.

Les voies concernées sont :

- RD936 (Avenue John Talbot - Rue Michel Montaigne)
- Rue du 8 mai 1945
- Places du 14 Juillet et Pierre Orus
- Rue Rouget de l'Isle
- Rue Victor Hugo et Jean Jacques Rousseau
- Allées de la République

Néanmoins, l'accès des riverains, des commerces et des services publics sera maintenu pendant les travaux et sera aménagé si nécessaire afin d'éviter toute chute.

Lors de fermetures de circulations piétonnes , au préalable des aménagements seront faits ainsi que des déviations signalées et balisées par le lot VRD

Les entrées et les sorties des zones de chantier se feront dans le sens de circulation des voies publiques.

En entrée et en sortie, les véhicules circuleront gyrophare et feux de croisement allumés

Tous les obstacles tels que tranchées, les fouilles, les dénivelés, etc. devront être signalés et des protections adaptées (rampe d'accès, passerelle piétonne avec garde-corps, plaque de roulage....).

Idem pour les accès des riverains, des commerces et des services publics

L'entreprise du lot 1 est responsable de sa mise en place et de son entretien jusqu'à la fin de l'opération

3.1.1.2 - Postes de travail en bordure de pistes circulées

Tous les postes de travail seront balisés. Ce balisage est à la charge de l'entreprise concernée. Un plan de principe de balisage sera joint au PPSPS de l'entreprise.

3.1.1.3 - Circulation piétonne

L'entreprise du lot 1 en charge du plan de circulation de chantier aménagera et entretiendra

également le cheminement jusqu'au poste de travail.

Le nettoyage régulier de ce cheminement sera assuré et les obstacles éventuels seront évacués de façon à toujours laisser le passage libre.

Une signalisation matérialisant les zones prévues pour le passage des piétons sera mise en place et entretenue tout au long des travaux.

Les accès aux différentes zones de travail seront également réalisés et entretenues dans les mêmes conditions.

Lors de déviations et de fermetures de circulations piétonnes publiques , au préalable des aménagements seront faits ainsi que des déviations signalées et balisées par le lot VRD.

Ces aménagements comprendront toutes les suggestions conformément aux arrêtés de circulation pris et aux demandes du maître d'oeuvre (panneaux indicateur; barriérage; protections contre toute chute; accès PMR; passerelle de passage sur réseaux et fouille avec garde-corps...).

3.1.1.4 - Stationnement des véhicules

Les véhicules de chantier devront stationner principalement dans le balisage ou sur les parkings publics.

Dans les zones de travaux, un certain nombre de places de stationnement volantes sera à maintenir pendant toute la durée du chantier pour le bon fonctionnement des commerces et des services publics.

Toutes les entreprises organiseront le transport de leur personnel afin d'éviter les venues en véhicule particulier. Ces consignes seront également transmises aux sous-traitants et autres prestataires intervenant pour le compte de l'entreprise.

Les zones prévues pour le stationnement est des véhicules particuliers des salariés sera limité aux parkings publics

3.1.2 - Circulations verticales

3.1.2.1 - Accès entre différents niveaux

Sans objet.

3.1.2.2 - Mise en commun des échafaudages

Sans objet.

3.1.2.3 - Accès aux ouvrages

Sans objet.

3.1.2.4 - Accès en fond de fouille

Les accès piétons en fond de tranchée devront être réalisés de façon à permettre un accès sécurisé pour les salariés.

L'échelle peut être utilisée comme accès si et seulement si elle est fixée en tête et en pied et dépasse d'au moins un mètre le niveau fini.

3.2 - Manutention

3.2.1 - Mise en commun des moyens

Il n'y a pas de mise en commun des moyens de manutention entre les divers lots.

3.2.2 - Moyens de manutention verticale et règles d'utilisation

De manière à limiter les risques liés à l'utilisation de moyens de manutention, l'employeur responsable devra s'assurer de :

- Utiliser des moyens de manutentions adaptés aux charges transportées ;
- Suivre les indications du fournisseur de matériel ;
- Vérifier régulièrement (vérifications de mise en service, périodiques générales et de remise en service) l'état du matériel de manutention (appareils de levage et accessoires de levage), l'utilisateur d'un appareil de levage doit toujours s'assurer de la réalisation des vérifications réglementaires ;
- Former ses salariés à l'utilisation de ces matériels, les manutentions par engins spécialisés seront opérées par des conducteurs titulaires d'une autorisation de conduite selon le type d'engin.

Certains matériels pourront cependant être utilisés par plusieurs entreprises dans le cadre de la mise en commun de moyens.

Lorsqu'une entreprise met du matériel à la disposition d'une autre entreprise (pelle, manuscopique, enginsetc.), ce matériel doit être conforme à la réglementation et en bon état.

La mise à disposition de matériel doit faire l'objet d'un protocole de prêt de matériel.

L'entreprise responsable des moyens de manutention assurera elle-même la manutention pour le compte de l'entreprise demandeuse, afin d'éviter une mauvaise utilisation du moyen.

3.2.3 - Implantation des zones de manutentions et de levage

Les manutentions manuelles et mécaniques, ainsi que le levage des charges doivent être organisées sur une zone plane et stabilisée.

Cette zone doit être délimitée, et son accès interdit pendant les phases de levage par l'entreprise mettant en place le moyen.

Tout survol de charges en dehors des emprises du chantier est strictement interdit.

3.2.4 - Utilisation de grues

Sans objet

3.2.5 - Limitation des manutentions manuelles

La priorité est donnée à la manutention mécanique : pelles, manuscopique...

Lorsqu'une manutention manuelle de charges ne peut être évitée, des moyens adaptés doivent être mis à la disposition des travailleurs : palonniers, treuils, crics, vérins, crochets, tables élévatrices, etc. par l'entreprise concernée.

3.3 - Stockage

3.3.1 - Zone de stockage

Les zones de stockage pourront se faire aux installations de chantier voire ponctuellement dans le balisage.

En fin de journée, les zones de travaux sous balisage devront être vierge d'engins et de stockage.

En phase préparatoire, le lot VRD aura à préparer une (ou plusieurs) aire(s) de chantier et de stockage pour y installer ses propres stockages puis ceux de l'ensemble des autres lots. L'entreprise de VRD devra les clôtures d'enceintes et leur entretien pour ces aires de stockages déportées

Chaque entreprise aura à gérer, dans la mesure du possible, ses approvisionnements sur le site pour minimiser son stockage.

Si l'espace disponible ne suffit pas à une entreprise, elle en informera le Maître d'oeuvre et le Coordonnateur SPS.

Les lieux de stockage devront être délimités et/ou fermés par une clôture rigide entretenue régulièrement.

Aucun stockage ne sera organisé devant les accès des riverains, des commerces, les rues même fermées et/ou les issues de secours.

Les entreprises prendront en compte dans leurs besoins ceux de leurs sous-traitants, fournisseurs, etc.

3.3.2 - Approvisionnement et enlèvement : dispositions à prendre par les entreprises faisant intervenir un livreur, fournisseur, etc.

Les horaires et accès de livraison sont définis pour éviter les heures de pointes ou les heures susceptibles de créer des nuisances. Ces plages horaires devront être arrêtés en phase de préparation de chantier avec la Ville et les entreprises.

Les aires de stockage des matériaux de construction à livrer devront être délimitées.

Chaque entrepreneur devra désigner une personne compétente (réceptionnaire) chargée de l'accueil du livreur, de la délimitation de l'aire de livraison, de la surveillance de l'opération de livraison. Elle guidera les manoeuvres notamment en cas de manque de visibilité en tenant compte du dégagement et de la giration.

L'entreprise faisant appel à un prestataire devra accueillir son prestataire, lui donner les exigences de sécurité applicables sur le chantier et l'informer des contraintes d'accès, de circulation..

Les matériaux repris seront reconditionnés. L'entreprise devra donner au fournisseur les exigences de sécurité applicables sur le chantier et l'informer des contraintes particulières d'accès, de circulation...

3.3.3 - Zone de stockage des matériaux dangereux











Certaines protections sont à observer :

- Séparer les produits acides et les produits basiques ;
- Ranger, de préférence, les liquides en dessous des solides ;
- Stocker seulement de faibles quantités de produits ;
- Aérer et éloigner suffisamment le lieu de rangement de toute source de chaleur.

Les stockages de produits dangereux devront être clairement signalés et devront se faire de

manière à ne pas présenter de risques pour les utilisateurs comme pour l'environnement.

Les entreprises devront indiquer dans leur PPSPS les produits qu'elles utiliseront et pouvant présenter des risques particuliers. Elles joindront les fiches de sécurité santé de ces produits et préciseront les mesures particulières d'utilisation et les précautions à prévoir vis à vis des autres corps d'état et pour toute personne se trouvant à proximité des travaux.

					
	+	-	-	-	+
	-	+	-	-	-
	-	-	+	-	+
	-	-	-	+	○
	+	-	+	○	+

+ Stockage ensemble possible

- Stockage ensemble impossible

○ Stockage ensemble possible sous certaines conditions

3.4 - Gestion des déchets et décombres

3.4.1 - Interdictions générales

L'entreprise mandataire du lot VRD mettra en place 3 bennes à déchets qui seront à sa charge jusqu'à la fin du chantier et à disposition de l'ensemble des lots.

Les entreprises ont l'obligation:

- de respecter la traçabilité des déchets dangereux
- de trier les emballages
- de respecter les obligations de transports des déchets ou de les confier à un professionnel du déchet qui les valorisera dans les conditions légales. L'entreprise devra conserver la trace écrite de l'évacuation des déchets (bordereau de suivi, bon de dépôt...)

Chaque Entreprise devra évacuer ses propres déchets, gravois et emballages depuis la zone de travail jusqu'aux bennes entreposées par le titulaire du lot VRD quand il n'y a pas de moyens communs d'évacuation d'un point du chantier jusqu'aux bennes

3.4.2 - Obligation des entreprises

Les dispositions nécessaires pour respecter ces obligations seront prises par les entreprises, si

elles ne sont pas indiquées dans le cahier des charges techniques.

De façon plus générale, l'entreprise veillera à l'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôt des déchets.

3.4.3 - Organisation du tri sur le chantier

Trier les déchets sur le chantier permet notamment de réduire les coûts d'élimination et facilite le recyclage. Trois niveaux doivent être retenus pour le tri des matériaux:

- les déchets inertes: déchets qui pendant le stockage ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante (ex: briques, pierre, céramique, tuiles, terre non polluée...)
- les déchets non dangereux non inertes (ex: bois, carton, plastiques, laines minérales, peintures...etc)
- les déchets dangereux (ex:aérosols, bois traités avec substance dangereuses, DEE, produits amiantés, peintures contenant des substances dangereuses...etc).

Le chantier doit s'organiser en fonction de ce tri. Ainsi plusieurs bennes seront installées. Prévues en fonction de la typologie des déchets, elles seront correctement signalées et équipées de pictogrammes afin d'orienter le tri. Elles seront placées au plus proche des sources de déchets et seront accessibles aux camions d'enlèvement.

Une information/sensibilisation sera donnée aux salariés lors de leur accueil sur le chantier et les entreprises s'assureront que le tri des déchets dans les bennes est respecté durant toutes les phases du chantier.

3.5 - Enlèvement des matériaux dangereux

3.5.1 - Cas de l'amiante

Les entreprises sont informées que l'opération objet du présent PGC faisant apparaître des travaux sur l'amiante est ainsi classée dans le Code du Travail :

Sans objet

Il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante ni d'HAP dans les enrobés analysés.

3.5.2 - Cas du plomb

Sans objet

3.5.3 - Pollution des sols

Sans objet.

3.6 - Utilisation des protections collectives, accès provisoires et installation électrique générale

3.6.1 - Règles d'utilisation des protections collectives

3.6.1.1 - Mise en commun des protections collectives (échafaudages de pied, périmétriques, etc.)

Toutes les protections collectives doivent être conçues, mises en oeuvre et entretenues pour respecter les dispositions suivantes :

- Les protections collectives sont toujours mises en oeuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entrepreneur.
- Les protections collectives ne peuvent être déposées que dans les cas suivant :
 - après la disparition du risque, liée à l'avancement des travaux ;
 - après la mise en place de la protection collective définitive prévue au projet ;
 - après la mise en place d'un autre dispositif d'une efficacité au moins équivalente.

Dans le cas où le risque subsiste au-delà de la fin des travaux réalisés par l'entrepreneur, celui-ci s'engage à laisser en place les protections collectives provisoires qu'il a mises en oeuvre.

Chaque entreprise devra transmettre les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder qui assurera la maintenance des protections. Celle-ci devra s'assurer que les protections mises en place pendant toute la durée de son intervention sont suffisantes et adaptées aux travaux à réaliser.

Toute entreprise, dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections mises en place par une autre entreprise, doit prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant une protection collective efficace. Elle en assure la maintenance jusqu'à la fin des travaux et en informe le Coordonnateur SPS.

3.6.1.2 - Mesures spécifiques

Il incombe aux entreprises de détailler les mesures suivantes à travers leurs PPSPS pour les tâches spécifiques à leurs activités :

=> Prévention des risques liés aux chutes de plain-pied :

- Port de chaussures antidérapantes.
- Empierrement, lorsque c'est possible, des zones à terrain difficile.
- Rangement des zones de travail et de circulation et accès aménagés en fonction des travaux.
- Entretien des sols, nettoyage immédiat en cas de renversement de produits.

=> Prévention des risques liés aux chutes de hauteur :

- La protection collective est toujours prioritaire devant la protection individuelle.
- La protection collective posée sur les cheminements et accès ne pourra être retirée avant la fin du chantier.
- Un contrôle et un entretien régulier de ces dispositions par du personnel compétent et connu du Maître d'oeuvre et du Coordonnateur SPS sont nécessaires pour le bon déroulement du chantier.
- Installer des dispositifs de protection empêchant la chute : garde-corps sur les blindages
- Les regards, les chambres seront obturés par des tampons provisoires ou définitifs
- Utiliser des plateformes de travail adaptés sur les tranchées
- Mettre des mains courantes sur les escaliers.
- Les fouilles seront protégées contre l'éboulement et la chute de hauteur chaque fois que la profondeur ou la tenue des terres l'exigera (blindage ou talutage). Elles seront balisées ou protégées par des garde-corps, des barrières d'une hauteur > 1 m selon leur implantation par rapport aux circulations. Les fouilles seront remblayées à l'avancement

=> Prévention des risques liés aux chutes d'objet :

- Mise en place de console, plancher, plinthes empêchant toutes chutes d'objet. Un nettoyage régulier de ces surfaces est alors nécessaire.
- Les zones où le risque de chutes d'objet existe, seront neutralisées au passage des piétons par la mise en place d'un balisage.
- Il est interdit de circuler sous les charges.
- Le port du casque dans ces zones est obligatoire.
- La mise en place de plinthes ou de couloir d'évacuation peut s'avérer utile suivant le cas.
- Limiter la hauteur des stockages.

=> Prévention des risques liés au bruit :

- Utilisation d'engins moins bruyants.
- Port de protections auditives (combiner bouchons et casque).
- Interdiction d'accès aux zones trop bruyantes (affichage).
- Limiter l'intensité du bruit, le nombre de salariés exposés.
- Installer des protections: capoter les machines bruyantes, etc.

=> Prévention des risques liés aux produits chimiques :

- Obtenir les fiches de données de sécurité de tous les produits manipulés.
- Mettre à disposition et s'assurer du port des équipements de protection individuels.
- Remplacer les produits dangereux par d'autres moins dangereux.
- Mettre en place des extincteurs appropriés aux différents risques.
- Etablir un Permis de feu pour tous les travaux à flamme nue.

=> Prévention des risques poussière :

- Système d'arrosage à prévoir

=> Prévention des risques liés aux vibrations :

Afin de prévenir les risques liés aux vibrations (conducteurs d'engins, utilisation de marteaux

piqueurs, perforateurs, perceuses, etc.) l'entrepreneur devra :

- Assurer une formation et une surveillance médicale spécifique du personnel exposé.
- Réaliser un programme de réduction de l'exposition aux vibrations par la modification des modes opératoires, l'aménagement du temps de travail, l'utilisation d'un matériel approprié et l'équipement des engins de sièges à suspension.

3.6.2 - Règles d'utilisation des accès provisoires

Les moyens d'accès au poste de travail sont choisis en fonction de la fréquence de circulation, de la hauteur, de la durée d'utilisation et de leur ergonomie. Ils doivent en outre permettre une intervention rapide des secours et l'évacuation en cas de danger imminent.

L'entreprise ayant en charge la réalisation des accès communs en assurera la maintenance pendant les travaux.

Les échelles ne peuvent être utilisées que comme moyen d'accès provisoire ponctuel et de courte durée, en aucun cas servir de cheminement à des approvisionnements, ni de poste de travail.

L'entreprise titulaire du lot 1 a en charge l'installation et l'entretien des accès communs dans le balisage.

Les modalités d'accès sur le chantier sont les suivantes :

Les entreprises titulaires d'un lot devront mettre en place un accueil de tous les salariés, y compris celui des sous-traitants et des intérimaires. Le chargé d'accueil de l'entreprise commentera le PPSPS à chaque nouvel arrivant sur le chantier.

L'entrepreneur titulaire du marché communiquera régulièrement la liste des personnes mise à jour au coordonnateur SPS.

Ne peuvent pénétrer sur le chantier que les personnes habilitées par l'entreprise titulaire du marché.

3.6.3 - Règles d'utilisation de l'installation électrique générale

L'installation électrique provisoire du chantier comprendra de façon distincte :

- les installations électriques pour les besoins des cantonnements, s'ils existent,
- les armoires, coffrets électriques et réseaux électriques de distribution du chantier,
- l'éclairage du chantier permettant la circulation sur tout le chantier et ses abords,
- l'alimentation des grues, centrales à béton, etc.

L'installation électrique provisoire du chantier sera réalisée par du personnel habilité. Celle-ci sera vérifiée par un organisme agréé.

3.6.3.1 - Armoires principales et secondaires de chantier normalisées

Les armoires et coffrets de distribution basse tension seront maintenus fermés en permanence. Le type de fermeture sera d'un modèle approprié pour garantir son inviolabilité. Chaque armoire et coffret de distribution basse tension devra comporter un numéro d'identification.

Chaque armoire devra être équipée d'un dispositif « coup de poing » de coupure d'urgence en cas de problème, et d'une protection différentielle de 30 mA.

3.6.3.2 - Implantation de l'installation électrique

Concernant la conception et l'implantation de l'installation électrique, il convient de respecter les règles suivantes :

- Eloigner l'installation électrique principale des zones à risques, c'est-à-dire des zones de stockage de matériel ou des zones de production où de nombreux objets et outils conducteurs sont manipulés à proximité de l'installation.
- Baliser et protéger l'installation électrique : bloquer l'accès aux panneaux et armoires électriques par une porte ou un grillage fermés à clé, utiliser les panneaux de signalisation standardisés pour signaler le risque électrique.
- Utiliser des installations électriques protégées par une carcasse de sécurité qui ne s'ouvre qu'une fois le courant hors-tension.

3.6.3.3 - Niveau d'éclairage

Lorsque le niveau de l'éclairage naturel est inférieur aux valeurs minimales d'éclairage réglementaires, il est nécessaire d'installer un éclairage artificiel adapté aux travaux à effectuer, ainsi qu'aux déplacements du personnel, sans créer de nouveaux risques.

Locaux affectés au travail et dépendances	Valeurs minimales d'éclairage
Voies de circulation intérieures	40 lux
Escaliers et entrepôts	60 lux
Locaux de travail, vestiaires, sanitaires	120 lux
Locaux aveugles affectés à un travail permanent	200 lux

Locaux affectés au travail et dépendances	Valeurs minimales d'éclairage
Escaliers et entrepôts	60 lux
Locaux de travail, vestiaires, sanitaires	120 lux
Locaux aveugles affectés à un travail permanent	200 lux

Espaces extérieurs	Valeurs minimales d'éclairage
Zones et voies de circulation extérieures	10 lux
Espaces extérieurs où sont effectués des travaux à caractère permanent	60 lux

3.7 - Interactions sur le site

3.7.1 - Contenu des PPSPS

Le Coordonnateur SPS analysera les PPSPS remis par les entreprises, en examinant particulièrement les risques exportés afin de mettre en place les mesures de coordination correspondantes.

Chaque entreprise qui modifie la nature de son PPS (mode opératoire, phasage des travaux, matériels, etc.) devra en informer le CSPS, par l'envoi d'un PPSPS modifié ou lors des réunions de coordination évoquées ci-dessous.

3.7.2 - Réunions de coordination SPS

Les entrepreneurs seront tenus de participer aux réunions de coordination organisées par le CSPS.

Ces réunions, avec la participation du CSPS pour la partie sécurité - santé, auront notamment à l'ordre du jour :

- l'évolution du programme des travaux,
- la détermination des nouvelles coactivités éventuelles,
- la définition des mesures de sécurité à observer,
- le retour sur les manquements constatés à la sécurité.

La fréquence des réunions sera adaptée aux besoins du chantier.

3.7.3 - Analyse des risques liés à la coactivité

Les pages suivantes, relatives à l'analyse des risques de coactivités, ont été établies par le Coordonnateur SPS en fonction des éléments portés à sa connaissance par le Maître d'Ouvrage lors de la phase étude.

Le PGC étant un document évolutif, le contenu de cette analyse pourra être modifié en phase travaux, en fonction du déroulement des travaux et des PPSPS des entreprises.

Les entreprises seront tenues de coopérer avec le Coordonnateur SPS en lui transmettant les éléments nouveaux relatifs aux coactivités, et en appliquant sans délai, les conclusions

découlant de la mise à jour de cette analyse.

Les mesures particulières à prendre en compte sont :

L'analyse des risques de coactivités figure ci-après.

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
Chute de plain-pied (sol encombré, glissant ou déformé).	Maintenir propres, dégagés et sécurisés les cheminements et accès pour le personnel à pied. Maintien des zones de circulation dégagées. L'entreprise devra se conformer au Plan d'Installation de chantier et de circulation. Les postes de travail seront à maintenir dans un bon état de rangement et de propreté.	LOT 1 : VRD	LOT 2 : AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS - MOBILIERS, LOT 3 : ECLAIRAGE
Chute de hauteur (absence de protection collective).	L'ensemble des zones à risques de chute (tranchée; regards; dénivelés..) devra être équipé de protections collectives (garde-corps; tampons provisoires ou définitifs sur les regards ou les chambres; passerelles d'accès; plaque de circulation...) Chaque entreprise devra le maintien de ces protections et elles ne devront à aucun moment être déposées.	LOT 1 : VRD	LOT 2 : AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS - MOBILIERS, LOT 3 : ECLAIRAGE
Chute d'objets (stockage ou chargement mal arrimé, rupture d'élingue...).	Des périmètres de levage devront être établis le cas échéant. Aucune circulation sous les charges. Le matériel de levage (engins et élingues) devront être à jour des Vérifications Générales Périodiques. Le plan d'adéquation de levage sera établi au préalable	LOT 1 : VRD	LOT 2 : AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS - MOBILIERS, LOT 3 : ECLAIRAGE
Risques liés à la circulation (heurt, écrasement du à la circulation ou à un basculement).	Mise en place d'une signalisation de chantier conforme au DESC ou aux arrêtés. Respect du plan de circulation Travaux à réaliser à l'intérieur d'un balisage. Le personnel doit être équipé de vêtements de signalisation. Les engins seront confiés à du personnel formé et habilité (LOT 1 : VRD	LOT 2 : AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS - MOBILIERS, LOT 3 : ECLAIRAGE

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
	<p>autorisation de conduite).</p> <p>Les camions et engins devront être équipés d'avertisseur de recul sonore.</p> <p>Les manoeuvres seront assistées par un homme trafic</p>		
Heurt par un engin en manoeuvre ou par un élément manutentionné.	<p>Séparation des postes de travail entre les entreprises.</p> <p>Baliser les postes de travail.</p>	LOT 1 : VRD	LOT 2 : AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS - MOBILIERS, LOT 3 : ECLAIRAGE
Émissions de poussières, projections (lors de décapage, soudage, meulage, perçage ...)	<p>La zone sera interdite à toute entreprise.</p> <p>Port des EPI adaptés aux travaux.</p> <p>Utilisation de protection (écrans...) afin d'éviter toute projection.</p> <p>Les découpes des enrobés se feront à la scie à sol.</p> <p>Les tronçonneuses thermiques seront reliées à l'eau</p>	LOT 1 : VRD	LOT 2 : AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS - MOBILIERS, LOT 3 : ECLAIRAGE
Emissions de gaz, fumées, vapeurs (décapage thermique, pose de produits bitumineux à chaud...).	<p>Planifier les interventions.</p> <p>Séparation des postes de travail entre les entreprises.</p> <p>Prévoir un système d'humidification avant ou lors des terrassements.</p> <p>Établir une procédure brouillard artificiel pour l'application des produits bitumineux.</p>	LOT 1 : VRD	LOT 2 : AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS - MOBILIERS, LOT 3 : ECLAIRAGE
Chute de plain-pied (sol encombré, glissant ou déformé).	<p>Maintenir propres, dégagés et sécurisés les cheminements et accès pour le personnel à pied.</p> <p>Maintien des zones de circulation dégagées.</p> <p>L'entreprise devra se conformer au Plan d'Installation de chantier et de circulation.</p>	LOT 2 : AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS - MOBILIERS	LOT 1 : VRD, LOT 3 : ECLAIRAGE

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
	Les postes de travail seront à maintenir dans un bon état de rangement et de propreté.		
Risques liés à la circulation (heurt, écrasement du à la circulation ou à un basculement).	Mise en place d'une signalisation de chantier conforme au DESC ou aux arrêtés. Respect du plan de circulation Travaux à réaliser à l'intérieur d'un balisage. Le personnel doit être équipé de vêtements de signalisation. Les engins seront confiés à du personnel formé et habilité (autorisation de conduite). Les camions et engins devront être équipés d'avertisseur de recul sonore. Les manoeuvres seront assistées par un homme trafic	LOT 2 : AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS - MOBILIERS	LOT 1 : VRD, LOT 3 : ECLAIRAGE
Heurt par un engin en manoeuvre ou par un élément manutentionné.	Séparation des postes de travail entre les entreprises. Balisser les postes de travail.	LOT 2 : AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS - MOBILIERS	LOT 1 : VRD, LOT 3 : ECLAIRAGE
Emission de produits chimiques (solvants, acides, bases, liants hydrocarbonés, produits phytosanitaires...).	Séparation et balisage des zones de travail Respect des fiches de données sécurité	LOT 2 : AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS - MOBILIERS	LOT 1 : VRD, LOT 3 : ECLAIRAGE
Chute de plain-pied (sol encombré, glissant ou déformé).	Maintenir propres, dégagés et sécurisés les cheminements et accès pour le personnel à pied. Maintien des zones de circulation dégagées. L'entreprise devra se conformer au Plan d'Installation de chantier et	LOT 3 : ECLAIRAGE	LOT 1 : VRD, LOT 2 : AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS - MOBILIERS

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
	de circulation. Les postes de travail seront à maintenir dans un bon état de rangement et de propreté.		
Chute de petit matériel (travaux en hauteur).	Planifier les interventions. Privilégier les interventions successives. Séparation des postes de travail. Établir un périmètre de levage et le baliser.	LOT 3 : ECLAIRAGE	LOT 1 : VRD, LOT 2 : AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS - MOBILIERS
Risques liés à la circulation (heurt, écrasement du à la circulation ou à un basculement).	Mise en place d'une signalisation de chantier conforme au DESC ou aux arrêtés. Respect du plan de circulation Travaux à réaliser à l'intérieur d'un balisage. Le personnel doit être équipé de vêtements de signalisation. Les engins seront confiés à du personnel formé et habilité (autorisation de conduite). Les camions et engins devront être équipés d'avertisseur de recul sonore. Les manoeuvres seront assistées par un homme trafic	LOT 3 : ECLAIRAGE	LOT 1 : VRD, LOT 2 : AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS - MOBILIERS
Heurt par un engin en manoeuvre ou par un élément manutentionné.	Séparation des postes de travail entre les entreprises. Baliser les postes de travail.	LOT 3 : ECLAIRAGE	LOT 1 : VRD, LOT 2 : AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS - MOBILIERS
Rupture d'une canalisation (creusement de tranchée, terrassement,	Procédure DT/DICT Repérage et marquage des réseaux existants avant tout travaux de terrassement. Respect des consignes des concessionnaires. Respect de la réglementation AIPR.	LOT 3 : ECLAIRAGE	LOT 1 : VRD, LOT 2 : AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS - MOBILIERS

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
fonçage, battage....).			
Electrocution, électrification (contact direct ou indirect avec des pièces sous tension...).	Procédure DT/DICT Repérage et marquage des réseaux existants avant tout travaux de terrassement. Respect des consignes de sécurité des concessionnaires. Respect de la réglementation AIPR. Travaux sous consignation	LOT 3 : ECLAIRAGE	LOT 1 : VRD, LOT 2 : AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS - MOBILIERS

4 - Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation

4.1 - Activité sur le site et mesures de prévention

Chaque entreprise prendra en compte les contraintes d'exploitation données par les exploitants (CD33, mairie, concessionnaires de réseaux)

Toute nouvelle contrainte d'exploitation apparue en cours de chantier, ayant une influence sur les mesures de sécurité en vigueur sur le chantier, fera l'objet d'une mise à jour du PGC transmise aux entreprises.

Réciproquement, les entreprises amenées à modifier en cours de travaux leur mode opératoire (horaires, accès, matériel, etc.) devront impérativement le signifier au plus tôt au Coordonnateur SPS afin que celui ci puisse retransmettre ces informations à l'exploitant qui en informera son personnel.

Les entreprises respecteront les mesures et les consignes de sécurité définies par l'exploitant ainsi que les distances et les gabarits de sécurité indiqués.

4.2 - Interférences avec les chantiers limitrophes

Le Code du Travail impose la concertation entre les maîtres d'ouvrage lorsque plusieurs opérations se déroulent sur un même site. Il s'agit là de gérer les coactivités potentielles entre ces différents chantiers.

Pour cela, des réunions de travail faisant appel aux représentants des maîtres d'ouvrage seront organisées selon une fréquence à définir.

Les entreprises, intervenant dans le cadre de la présente opération, pourront être sollicitées pour participer à certaines de ces réunions, lorsque leurs compétences seront nécessaires.

Les conclusions faites à l'issue de chacune de ces réunions seront portées par le Coordonnateur SPS à la connaissance des entreprises intervenantes, pour mise en application des mesures de sécurité correspondantes.

Les chantiers limitrophes identifiés sont les suivants :

- Renouvellement des réseaux (Eau, gaz, assainissement...)
- La réalisation des enrobés par le CD33 sur le secteur

L'entreprise SUEZ doit intervenir pour sortir les compteurs de Pierre ORUS.

Par conséquent, les entreprises devront intervenir au préalable pour terrasser en même temps que le SIEA. Une, coordination étroite sera à prévoir dans l'emprise chantier.

4.3 - Réseaux enterrés et aériens

Il est rappelé que les travaux à proximité d'une ligne ou d'une canalisation sous tension sont interdits, sauf si l'exploitant confirme par écrit que la mise hors tension est impossible.

L'attention des entreprises est également attirée sur le fait que la démarche relative aux DICT implique une planification définie par la réglementation. Les entreprises devront donc être vigilantes sur ce point afin que les travaux soient entrepris en toute sécurité.

Suite aux retours de la part des concessionnaires, les entreprises ayant des dispositions particulières à prendre vis à vis des réseaux existants joindront à leur PPSPS les avis émanant des concessionnaires concernés afin que le Coordonnateur SPS puisse retransmettre les informations aux autres entreprises.

Les mesures spécifiques à mettre en oeuvre sont les suivantes :

- Respect des mesures, des consignes et des gabarits de sécurité des exploitants des réseaux.

4.4 - Risques liés à la circulation extérieure

L'entreprise titulaire du lot 1 chargée de la fermeture du chantier (paragraphe 5.3) apposera des panneaux « chantier interdit au public » à espace régulier et notamment au droit des possibilités d'accès au chantier des personnes extérieures.

Elle veillera pendant la durée des travaux au maintien en l'état de ces panneaux.

En cas de croisement de véhicules chantier au droit de ces intersections, la priorité est toujours au véhicule entrant dans le chantier.

Chaque entreprise veillera à ne rien entreposer au droit des entrées du chantier et à ne pas gêner l'accès au chantier pour les véhicules entrants afin que la circulation publique ne soit pas gênée

L'accès des services publics et de secours doit toujours être maintenu en tous lieux. Lorsqu'une rue est barrée, les dispositions pour le maintien des accès des véhicules pompiers et ambulances sont étudiées. Les dimensions minimales de largeur de chaussée et de rayon de braquages sont conformes aux exigences du véhicule de type « grande échelle », conformément au règlement de sécurité : en cas d'impossibilité de respect de ces exigences, il appartient à l'entrepreneur d'en référer sur-le-champ à la direction des travaux qui instruira suite à sa demande avec les services de secours un plan d'accès spécifique pour chaque phase de travaux.

Une attention toute particulière est attirée sur les précautions à prendre sur les voies de desserte de certains édifices stratégiques tels que caserne de sapeurs-pompiers, hôpitaux et

cliniques, garages et cours des véhicules d'intervention d'urgence des gestionnaires de réseaux, etc.

Les mesures spécifiques à mettre en oeuvre sont les suivantes :

Si la configuration du chantier impose une circulation publique piétonne le long de zones de travail où existe un risque de chute de matériel ou de matériaux, une protection appropriée afin de protéger les piétons sera mise en place. Elle veillera à sa maintenance aussi longtemps que le risque perdure.

Un certain nombre de places de stationnement volantes sera à maintenir pendant toute la durée du chantier pour le bon fonctionnement des commerces et des services publics.

Mesures concernant la circulation piétonne et cycliste :

Si les travaux sont réalisés en milieu urbain : les travaux devront se faire, de manière à maintenir un cheminement sécurisé pour les piétons et les cyclistes. Les travaux sur trottoirs devront se faire par côté. Un passage libre d'une hauteur minimum de 2,00 m doit être respecté pour les cheminements piétons et de 2m50 pour les cheminements cyclistes. Ponctuellement une signalisation «Cyclistes mettez pied à terre » pourra être mise en place.

Exceptionnellement, la circulation des piétons peut être autorisée sur le bord de la chaussée à niveau avec le trottoir, si elle est séparée physiquement de celle des automobiles par des barrières de protection et sous réserve de l'aménagement d'un passe-pied de 1,40 m de largeur minimum, présentant toutes garanties de solidité et de stabilité.

Si les dispositions précédentes sont impossibles à mettre en oeuvre, il faut dévier les piétons sur le trottoir opposé et si aucun passage protégé ne se trouve à proximité, il sera à créer provisoirement. Cette mesure doit rester exceptionnelle et ne peut être appliquée qu'après accord du service municipal compétent.

Dans le cas de présence de tranchée dans les cheminements, l'entrepreneur devra mettre en place des passerelles de 0,90m de large (minimum) munies de garde-corps.

Aucune intrusion entre les camions et la zone de travaux ne devra être possible. Toutes les manoeuvres des engins et camions devront être guidées.

Mesures concernant les riverains :

L'interférence avec les riverains pourra se faire au débouché du chantier sur les voiries environnantes.

Tous les accès devront être maintenus pendant la réalisation des travaux. Des dispositifs devant les commerces, les habitations devront être prévus.

Un accès et un cheminement devront également être aménagés le long des travaux. Ce cheminement devra être protégé et canalisé.

Il faudra veiller en permanence à protéger toute la zone de chantier et à mettre en place des cheminements piétons protégés et canalisés par des barrières. Aucune intrusion entre les camions et la zone de travaux ne devra être possible. Toutes les manoeuvres des engins et camions devront être guidées par le personnel de l'entreprise.

La signalisation sur le domaine public indiquant aux piétons les points de passage réservés devra également être assurée. Cette protection devra être dimensionnée pour résister aux chutes de matériaux et matériels évoqués ci-dessus.

L'entreprise titulaire du lot 1 est responsable de ces mesures.

Dans le cas de travaux sur des ouvrages en service et/ou franchissant des voies circulées, les modes opératoires seront décrits précisément et les mesures de prévention y afférant seront appliquées strictement. Ces modes opératoires seront établis en tenant compte des consignes de sécurité des gestionnaires des voiries (autoroutes, SNCF, dossiers d'exploitation sous chantier, etc.).

Au cas où la circulation de riverains sur le chantier serait nécessaire, il conviendra d'établir avec les riverains une convention précisant les règles de sécurité du chantier à laquelle les riverains devront se conformer.

4.5 - Analyse des risques liés à l'environnement

L'analyse des risques liés à l'interférence avec l'environnement du chantier figurent ci-après.

Risque	Oui / Non	Mesure
Risque naturel		
Chute de blocs provenant de massifs surplombant le chantier.		
Feux de forêt.		
Avalanche.		
Evènements et phénomènes climatiques.		
Risque technologique		
Exploitation en activité à proximité pouvant émettre des gaz nocifs (chlore, H2S, SO3...) ou tous autres dangers.		
Etablissement SEVESO à proximité pouvant être à l'origine de risques.		
Centrale nucléaire à proximité.		
Risque lié à l'activité		
Renversement d'un salarié lors de travaux à proximité d'une voie de circulation.	Oui	plans de circulation à établir à l'avancement du chantier et signalisation à maintenir pendant toute la durée des travaux. Signalisation de chantier. Port du gilet haute visibilité. Balisage et protection des emprises chantier.

Risque	Oui / Non	Mesure
Heurt, happement d'un salarié lors de travaux à proximité d'une voie ferrée.		
Electrification, électrocution, brûlure par contact ou arc électrique (travaux à proximité de lignes électriques aériennes).		
Rupture de canalisation entraînant des blessures sur les salariés.	Oui	Avoir les DICT à jour. Marquage et identification des réseaux. sondages complémentaires et détecteur des réseaux sur chantier; présence du concessionnaire
Noyade (travaux à proximité d'étendue d'eau, d'égout, de décanteur, ou suite à une venue d'eau importante imprévue).		
Découverte d'engins pyrotechniques pouvant exploser.		
Autres chantiers en activité générant des risques sur notre chantier.	Oui	
Déversement accidentel de produits chimiques (pollution du sol, des nappes phréatiques, d'un cours d'eau...)		

5 - Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre

5.1 - Installations de chantier

5.1.1 - Généralités

La(les) zone(s) d'installation est(sont) située(s) comme ci-dessous :

Le(s) plan(s) d'installation de chantier sera(seront) soumis à l'accord du maître d'oeuvre et du Coordonnateur SPS en phase de préparation.

La mise à disposition et l'entretien des installations de chantier sont assurés par l'entreprise titulaire du lot 1

Les mesures spécifiques à mettre en oeuvre sont les suivantes :

L'ensemble des installations de chantier sera clôturé. Chaque accès sera équipé d'un portail fermant à clefs. Ces équipements seront à la charge de l'Entrepreneur du lot 1.

Les locaux seront équipés d'un moyen de lutte contre un début d'incendie.

Pour les chantiers de moins de 4 mois, un système de roulotte et de sanitaires chimiques sera admis à condition qu'il réponde aux conditions d'hygiène figurant au Code du Travail.

5.1.2 - Vestiaires

L'installation des vestiaires s'organisera de la façon suivante :

Les vestiaires seront éclairés, chauffés et ventilés quelle que soit la situation et laissés en place jusqu'à la fin du chantier. Leur surface sera calculée en prenant comme référence une base de 1,25 m² par salarié.

Les vestiaires seront pourvus d'armoires penderie à double compartiment avec serrures ou cadenas.

5.1.3 - Réfectoires

L'installation des réfectoires s'organisera de la façon suivante :

Leur surface sera calculée en prenant comme référence une base de 1,50 m² par salarié. Le (ou les) réfectoire(s) seront équipés de sièges et de tables (avec un revêtement imperméable) en nombre suffisant, de chauffe-gamelles et d'un réfrigérateur pour conserver les repas

5.1.4 - Sanitaires

L'installation des sanitaires s'organisera de la façon suivante :

L'entreprise mettra à la disposition des salariés :

- 1 WC et 1 urinoir raccordé au réseau Eaux Usées (20 personnes),
- 1 lavabo (un orifice pour 5 personnes),
- 1 douche pour les travaux salissants (une douche pour 10 personnes).

En cas de personnel mixte, des installations sanitaires distinctes devront être prévues.

Les douches et lavabo seront à eau chaude et froide.

L'ensemble de l'installation devra être pourvu de moyens de chauffage.

Tous les éléments pour fourniture (savon, essuie-mains, etc.) et le nettoyage journalier seront à la charge de l'entreprise désignée.

5.1.5 - Points d'eau

L'entreprise doit fournir 3 litres d'eau fraîche par jour et par personnes à ses salariés.

Pour les chantiers dont la durée dépasse 4 mois, un robinet d'eau potable chaude et froide devra être mis en place.

5.2 - Nettoyage du chantier

5.2.1 - Nettoyage des installations

Le nettoyage des installations de chantier sera organisé de la façon suivante :

L'entreprise titulaire du lot 1 aura à sa charge le nettoyage de l'ensemble des installations de chantier. Pour cela, elle disposera de l'ensemble des clefs.

Ce nettoyage comportera l'évacuation des déchets, et le nettoyage complet des installations que ce soit les sanitaires, les bureaux ou les réfectoires et vestiaires.

5.2.2 - Nettoyage des zones de travail

Dans tous les cas, chaque entreprise procédera quotidiennement à l'évacuation des gravats, décombres, déchets de toute nature dans les conditions prévues à cet effet dans le présent PGC, afin que les postes de travail ne comporte pas de gêne ou d'obstacle.

Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage, de vidange, des lubrifiants ou carburants sont formellement interdits.

5.2.3 - Nettoyage des véhicules sortants

Chaque entrepreneur doit supporter les sujétions qui résultent de la circulation de ses engins sur le chantier et sur les voies et notamment prendre toutes les dispositions pour apporter le moins possible de nuisances aux chaussées existantes. Pendant toute la durée du chantier, il reste seul responsable des accidents et dégâts de diverses natures qui pourraient résulter d'un défaut d'entretien et des dégradations ou pollutions apportées par la circulation de ses engins

aux chaussées, aux accotements et aux ouvrages divers les traversant.

Toutes les entreprises veilleront à conserver les abords du chantier et la voirie publique dans un état de parfaite propreté.

5.3 - Clôture du chantier

5.3.1 - Clôtures périphériques et ouvertures (porte et portail)

L'emprise du chantier sera barriérée (type barrières urbaines pleines de 1 m de haut crapautées entre elles et lestées) par l'entreprise titulaire du lot 1.

Les portes et portails seront placés et entretenus par cette même entreprise et dimensionnés de façon judicieuse pour permettre un contrôle de l'accès du personnel et des véhicules des entreprises, ainsi qu'un accès rapide des secours.

5.3.2 - Panneaux de chantier

Les panneaux seront mis en place pendant la période de préparation, puis entretenus et déposés par l'entreprise titulaire du lot 1.

Sont obligatoires :

- l'affichage de l'arrêté (municipal, préfectoral, etc.),
- la mise en place de panneaux « chantier interdit au public », répartis le long des clôtures de façon suffisante,
- à l'entrée principale du chantier, l'ensemble des panneaux référant des obligations et interdictions auxquelles est assujetti le chantier.

Ces panneaux devront être visibles à une distance raisonnable.

5.4 - Réseaux mis à disposition

Les branchements nécessaires aux installations de chantier seront réalisés par l'entreprise titulaire du lot 1.

5.4.1 - Téléphonie

Une ligne téléphonique/fax sera installée dans les locaux de chantier.

5.4.2 - Electricité

Le raccordement à un réseau de distribution électrique permet de disposer d'une puissance suffisante pour alimenter les divers équipements et installations de chantier.

En cas d'énergie fournie par un générateur mobile à alimentation par combustible, ce dernier devra être équipé :

- d'un moyen d'extinction adapté,
- d'un moyen de coupure d'urgence,
- d'un bac de rétention,
- de l'affichage obligatoire et des consignes spécifiques en cas d'urgence.

Le point de raccordement au réseau électrique se trouve à l'endroit suivant :

- Avenue Gambetta

L'alimentation électrique de la zone de cantonnements sera assurée par la même entreprise (y compris la vérification par un organisme agréé).

5.4.3 - Eau

Le point de raccordement au réseau d'eau potable se trouve à l'endroit suivant :

- Avenue Gambetta

Le point de raccordement au réseau d'eau non potable se trouve à l'endroit suivant :

SO

En cas de mise en place d'eau non potable, une signalétique spécifique devra être mise en place.

5.4.4 - Eaux usées

Les eaux de rejets du chantier devront être filtrées ou décantées avant leur rejet dans le réseau d'eaux usées.

Les rejets des eaux usées seront conformes à la réglementation en vigueur.

6 - Secours et évacuation des travailleurs

6.1 - Dispositions d'alerte et accueil des secours

En cas d'accident corporel, d'incendie, etc., l'appel des secours se fait de la façon suivante :

Par téléphone fixe : composez le 18.

Par téléphone portable : composez le 112.

Chaque entreprise tiendra à jour sur le chantier (aux installations) une fiche d'appel des secours. Cette fiche précisera clairement la démarche à suivre pour contacter les secours et leur transmettre l'ensemble des informations nécessaires à leur intervention.

Les équipes travaillant sur le chantier devront en outre être informées par leur encadrement de la conduite à tenir en cas d'accident.

Par principe, systématiquement pour les postes de travail à risques, les entreprises organiseront les postes de travail de façon à éviter les travailleurs isolés.

Dans le cas d'un poste de travail éloigné des installations principales nécessitant un temps de déplacement important pour les rejoindre, les équipes concernées devront disposer d'un moyen propre d'alerte des secours. Par mesure de prudence, il conviendra alors de s'assurer que le dispositif d'alerte est opérationnel.

En cas de problème ou d'accident, l'appel des secours se fera de ce poste, la personne ayant donné l'alerte ira alors chercher les secours au Point de rencontre confirmé lors de l'appel pour les guider jusqu'au lieu de l'accident.

6.2 - Plan de secours

L'accueil des secours se déroule de la façon suivante :

Le rendez-vous se fait au point de rencontre : N°à préciser avenue Gambetta - Castillon la Bataille

6.3 - Organisation des premiers secours

Chaque entreprise devra assurer, dans la mesure du possible, la présence permanente d'un sauveteur - secouriste du travail pour dix personnes ou par équipe indépendante.

Chaque sauveteur - secouriste devra être identifié par un badge spécial apposé sur le casque ou par tout autre moyen de reconnaissance (brassard, blouse, etc.).

L'entrepreneur devra veiller à ce que chaque sauveteur - secouriste ait reçu la formation initiale appropriée et complétée par les formations régulières de « recyclage ».

Chaque entrepreneur devra prendre les dispositions nécessaires pour que chaque poste de

travail soit équipé en permanence d'une trousse de premiers soins appropriée et d'une couverture de survie.

7 - Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants

7.1 - Mise en commun des moyens

Le présent PGC, ou les dispositions adoptées au cours des travaux, peuvent prévoir des mises en commun de moyens entre les différents entrepreneurs.

Toute utilisation en cours de chantier d'un dispositif mis en oeuvre par une entreprise et utilisé par une autre devra faire l'objet d'un accord formalisé par l'entreprise ayant mis le dispositif. Cet accord précisera en outre les conditions d'utilisation, et les restrictions.

Une vigilance toute particulière devra être portée sur les équipements de travail relatifs aux travaux en hauteur (échafaudages, nacelles, grues mobiles ou à tour, etc.) compte tenu de l'importance des risques potentiels.

7.2 - Entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants

La sous-traitance permet à un entrepreneur de faire exécuter, par un autre entrepreneur, une partie du marché qu'il a passé avec le Maître d'Ouvrage.

Sont considérés comme sous-traitants :

- le travailleur indépendant,
- l'entreprise amenant son matériel, son personnel, son encadrement, ses matériaux et restituant un produit fini.

Le sous-traitant est considéré comme entrepreneur principal à l'égard de ses propres sous-traitants.

L'entrepreneur qui entend exécuter un marché en recourant à un ou plusieurs sous-traitants doit, au moment de la conclusion et pendant toute la durée du marché, faire accepter chaque sous-traitant par le Maître d'Ouvrage.

Tout entrepreneur a l'obligation de déclarer auprès du Maître d'oeuvre et du Coordonnateur SPS ses intervenants (sous-traitants) et de leur transmettre toutes les consignes relatives à la sécurité et à la protection de la santé pour le chantier.

L'entrepreneur qui entend sous-traiter ou faire exécuter une partie de ses prestations par un ou plusieurs sous-traitants doit remettre à ceux-ci un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé du travailleur. Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration de son propre PPSPS des documents fournis par l'entrepreneur principal (le présent PGC et PPSPS de l'entreprise principale).

La coordination des travaux effectués par les sous-traitants ou travailleurs indépendants, notamment en matière de sécurité et de protection de la santé, demeure sous la responsabilité de l'entrepreneur titulaire du marché.

7.3 - Emploi de personnels intérimaires

Les entrepreneurs employant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné ;
- les documents médicaux pour la profession déterminée ont bien été délivrés et qu'une copie est disponible sur le chantier ;
- le personnel a subi la formation obligatoire à la sécurité ;
- le personnel intérimaire est intégré au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements (vestiaires, réfectoires, sanitaires) et a reçu les consignes particulières liées à l'activité de l'entreprise sur le projet.

7.4 - Prestataires de service

Sont considérés comme prestataires de services :

- les sociétés de location de matériel (avec ou sans chauffeur) ;
- les fournisseurs (carburants, matériels, etc.) ;
- toute entreprise qui n'est pas indépendante (sans encadrement) dans son travail (transport, dépannage, etc.) et qui intervient dans le milieu du cycle de production de l'entreprise principale.

Tout entrepreneur devra mentionner dans son PPSPS les prestataires qu'il compte faire intervenir.

La location du matériel, l'utilisation de toutes prestations de services, n'exonèrent pas l'entreprise de sa responsabilité.

A ce titre, l'entreprise doit réceptionner le matériel à la livraison et s'assurer avant l'utilisation par ses salariés que :

- le matériel est conforme au contrat de location et les vérifications exécutées (dont une copie sera disponible sur le chantier) ;
- les équipements de protection individuelle éventuels sont fournis aux salariés ;
- les salariés ont reçu la formation et l'information nécessaires (autorisation de conduite) à son utilisation.

L'entreprise utilisatrice devra remettre à tout prestataire de service un document sécurité comprenant toutes les indications et informations utiles nécessaires à l'harmonisation de leurs mesures de sécurité.

L'entreprise remet alors au prestataire :

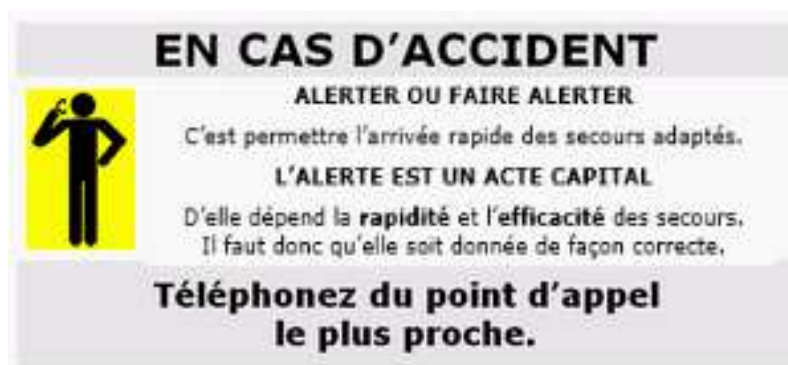
- les consignes de sécurité,
- les matériels et engins spécifiques utilisés pour le chargement ou le déchargement,
- les moyens de secours en cas d'accident,
- l'identité du responsable désigné par l'entreprise d'accueil,
- les lieux d'intervention.

Le prestataire remet à l'entreprise utilisatrice :

- les caractéristiques du véhicule,
- les précautions ou suggestions particulières résultant de la nature des substances ou produits transportés, notamment celles qui sont imposées par la réglementation relative au transport de matières dangereuses.

8 - Annexes

8.1 - ANNEXE : Fiche d'appel des secours



COMPOSEZ le 18 ou le 112.

INDIQUEZ LE LIEU DU CHANTIER :

SECTEUR ENTREE DE VILLE - LE REAMENAGEMENT ET LA CREATION D'ESPACES PUBLICS A
CASTILLON LA BATAILLE
33350 CASTILLON LA BATAILLE

PRECISEZ :

- la nature de l'accident,
- la position du blessé,
- s'il y a nécessité de dégagement.

SIGNALEZ LE NOMBRE DES BLESSES ET LEUR ETAT.

FIXEZ LE POINT DE RENDEZ-VOUS :

N° à préciser Avenue Gambetta - Castillon la Bataille

ATTENDEZ LES SECOURS AU POINT DE RENDEZ-VOUS, VOUS LES CONDUIREZ SUR LES LIEUX
DE L'ACCIDENT.

NE PAS RACCROCHER LE PREMIER ET FAITES REPETER LE MESSAGE.

PREVEENEZ :

Contact	Téléphone	Fax
MO (INCITE)		
Eric ARNAUDEAU (CSPS)	06 14 55 56 92	
LE PREVENTEUR (CARSAT AQUITAINE)	05 56 11 64 35	
LE CONSEILLER PREVENTION (OPPBTP)	05 56 34 03 49	
LE CONSEILLER PREVENTION (OPPBTP)	05 56 34 03 49	
SECTEUR UC4 (DDETS GIRONDE)		

8.2 - ANNEXE: Environnement

8.2.1 - Thème Gestion des déchets de chantier

Objectifs:

- Gérer les déchets, leur stockage et leur élimination,
- Mettre en place des dispositifs pour respecter le tri des déchets,
- Définir des zones de stockage des déchets,
- Stocker les déchets dangereux,
- Établir des bordereaux de suivi des déchets.

Documents de référence:

- Loi n°75-633 du 15 juillet 1975,
- Loi n°92-646 du 13 juillet 1992,
- Code de l'environnement R541-41-1,
- Directive cadre sur les déchets 2008,
- Loi Grenelle,
- Pièce marché (chapitre X du CCTP)
- Plan d'installation de chantier

Actions à mettre en oeuvre/ recommandations:

En phase préparation:

- Choisir les entreprises/prestataires en charge de l'élimination des déchets,
- Définir précisément les déchets admissibles par filière d'élimination,
- Définir le pourcentage et le type de valorisation des déchets,
- Établir la liste des centres de valorisation dans un périmètre de 50 km.

En phase chantier:

- Définir le nombre, la nature et la localisation des conteneurs pour la collecte des déchets, leur condition de manutention (grue, monte-charge, camion) en tenant compte de l'évolution du chantier et des flux de déchets générés dans le temps et l'espace,
- Prévoir des dispositions adaptées pour une collecte intermédiaire, comme conteneurs à roulettes, petites bennes, goulottes permettant le tri, etc.
- Faciliter le tri des déchets par l'affichage des pictogrammes de tri,
- Mettre en place une logistique de tri et une procédure de suivi de remplissage des bennes afin d'optimiser les rotations,
- Informer les différents intervenants et les compagnons de la mise en place du tri,
- Diffuser les bordereaux d'évacuation des déchets au maître d'ouvrage.

Autres recommandations:

- Sécuriser l'accès aux bennes par des rampes d'accès.

8.2.2 - Thème: Bruit

Objectifs:

- Préserver la santé des compagnons,
- Respecter les riverains du chantier.

Documents de référence:

- Valeurs limites d'exposition,
- Code du travail Article R.4431-2,
- Articles R.1334-36 et R.1337-6 du code de la santé publique.

Actions à mettre en oeuvre - recommandations:

Santé des compagnons.

- Utiliser des matériels de chantier et de terrassement conformes à la réglementation sur le bruit des engins de chantier,
- Interdire l'accès aux zones bruyantes par un affichage,
- Organiser les ateliers bruyants,
- Limiter le nombre de salariés exposés au bruit,
- Limiter les niveaux sonores (pression acoustique) des engins et outils utilisés sur le chantier (hors dispositifs sonores de sécurité), à 79dB(A) sur un rayon de 10m, (correspond à un niveau de puissance sonore de l'engin à la source de 110dB(A).)
- Porter des EPI,
- Installer des protections sur les machines de type capots et insonoriser certains engins (pelles, chargeurs, groupes hydrauliques, etc..)
- Vérifier le niveau sonore des engins,
- Remplacer les matériels pneumatiques par leurs équivalents électriques (marteaux-piqueurs),
- Éviter au maximum les reprises au marteau-piqueur sur béton sec.

Organisation du chantier.

- Mettre en place un plan de circulation des engins de chantier,
- Organiser le chantier de manière à ce que les camions ou toupies à béton puissent faire demi-tour au lieu de reculer (klaxon strident),
- Limiter la vitesse des engins et véhicules à l'intérieur du chantier,
- Maintenir des moteurs à l'arrêt durant les périodes d'attente,
- Établir un planning des rotations journalières et des horaires de livraison.

Respecter les riverains.

- Communiquer aux riverains les horaires de chantier,
- Demander l'autorisation pour toute intervention en dehors des horaires de chantier,
- Contrôler les niveaux de bruit par sonomètre selon une fréquence hebdomadaire,
- Utiliser des talkies-walkies pour communiquer avec le grutier, afin d'éviter cris et sifflements, etc...

8.2.3 - Thème: La pollution et la nature

Objectifs:

- Protéger la santé des salariés des émanations toxiques (poussières, COV...)
- Prévenir la pollution atmosphérique et veiller à la qualité de l'air,
- Tenir le chantier propre et limiter les salissures,
- Protéger le milieu naturel.

Documents de référence:

- Décret du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air,
- Arrêté du 22 septembre 2005 relatif à la réception des moteurs destinés à être installés sur les engins mobiles non routiers,
- Étiquetage des matériaux obligatoire depuis 2012.

Actions à mettre en oeuvre - recommandations:

Organisation du chantier et circulations.

- Choisir l'implantation des bennes et des zones de stockage contenant les produits pulvérulents,
- Adapter le poste de travail et le planning pour éviter la co activité en cas d'utilisation de produits volatiles,
- Limiter la vitesse des véhicules et engins de chantier,
- Régler régulièrement la carburation des engins et supprimer les fuites d'huile,
- Prolonger la tubulure d'échappement des engins.

Préservation de la santé - organisation des postes de travail.

- Interdire l'utilisation des produits pulvérulents lors de vents forts,
- Arroser les sols,
- Prévoir un dépoussiéreur (équipement standard réutilisable) au moment du remplissage des silos à ciment et munir d'un aspirateur les matériels de ponçage et de découpe,
- Démonter au lieu de casser et arroser la zone démolie,
- Interdire le brûlage,
- Privilégier les matériaux et produits peu émissifs,
- Utiliser des produits de traitement de bois moins nocifs pour l'environnement,
- Remplacer les colles avec solvants organiques par des colles à émulsion,
- Remplacer les peintures à base de solvants par des peintures en phase aqueuse,
- Remplacer les huiles minérales thermiques en intérieur et utiliser du matériel électrique,
- Pour les espaces confinés, prévoir des dosimètres individuels.

Lutte contre les salissures et préservation de l'environnement.

- Tenir la voie publique aux abords du chantier en état de propreté,
- Nettoyer les roues avant la sortie des véhicules du chantier, mettre en place un système de décroûtage,
- Limiter les dégradations au milieu naturel et débroussailler au strict minimum,
- protéger les arbres pendant la durée du chantier et les nettoyer à la fin des travaux,

- Utiliser des produits phytosanitaires le strict nécessaire.

8.2.4 - Thème: L'eau

Objectifs:

- Protéger les sols et la ressource en eau,
- Réduire les consommations d'eau du chantier.

Documents de référence:

- Article 29.2 du règlement sanitaire départemental,
- Article 90 du règlement sanitaire départemental,
- Article L35.8 du code de la santé publique,
- Loi sur l'eau.

Actions à mettre en oeuvre - recommandations:

Prévenir les pollutions.

- Aménager des aires étanches disposant de dispositifs de récupération des effluents accidentels pour les aires de stationnement des véhicules, pour les aires de vidange des engins ainsi que pour les aires de stockage des déchets,
- Interdire le rejet de tout liquide dans le sol (hors eau non souillée),
- Mettre en place des bacs de récupération réservés aux produits liquides toxiques,
- Récupérer des laitances des produits hydrauliques,
- Nettoyer les roues avant la sortie des véhicules du chantier,
- Décantier les eaux boueuses, les boues étant traitées comme des déchets inertes,
- Récupérer - traiter les eaux de ruissellement,
- Mettre en place un plan d'organisation et d'intervention en cas d'incident ou de pollution accidentelle.

Économiser l'eau sur chantier.

- Équiper l'alimentation générale en eau du chantier d'un système de coupure contrôlé par une horloge pour limiter les fuites éventuelles la nuit,
- Concevoir les systèmes de lavage des véhicules, des bennes à béton, des goulottes, des toupies de façon à pouvoir réutiliser l'eau après décantation,
- Récupérer l'eau de pluie pour le lavage des véhicules et des bennes béton,
- Équiper les tuyaux d'eau de raccords rapides qui coupent l'eau automatiquement après déconnexion,
- Équiper les lances des tuyaux d'eau de système d'ouverture du jet par flexion,
- Mettre en place des comptages pour suivre les consommations d'eau du chantier et des cantonnements.

Économiser l'eau des bungalows.

- Installer une vanne générale au niveau des bungalows,
- Installer des sanitaires hydro-économes,
- Équiper les robinets de boutons presseurs et d'aérateurs,
- Mettre en place des chasses 3/6 litres pour les WC,
- Mettre en place un limiteur de débit pour les douches,

- Récupérer l'eau de pluie pour l'alimentation des sanitaires, les autres usages hygiéniques se faisant avec l'eau potable

8.2.5 - Thème: Les consommations énergétiques

Objectifs:

- Maîtriser les consommations afin de réaliser des économies d'énergie.

Actions à mettre en oeuvre - recommandations :

Économiser l'électricité sur chantier

- Équiper l'alimentation électrique du chantier d'un système de coupure contrôlé par une horloge ;
- Programmer un zonage des installations d'éclairage du chantier pour faciliter leur gestion.
- Équiper l'éclairage provisoire du chantier de lampes basse consommation ;
- Mettre en place des comptages pour suivre les consommations d'électricité du chantier et des cantonnements.

Économiser l'électricité des bungalows

- Réguler l'éclairage au moyen de détecteurs de présence
- Prévoir des interrupteurs sur minuterie pour les sanitaires
- Gérer également l'éclairage au moyen d'une horloge programmable, permettant de le couper la nuit et week-end

Chauffer le chantier

- Choisir des appareils de chauffage à haut rendement
- Préférer des moyens de production centralisés
- Mettre le bâtiment hors d'air (calfeutrement des gaines ascenseurs, réservations, etc.) avant de le chauffer
- Mettre des bâches au niveau les zones de travail

Chauffer - Climatiser un bungalow

- Équiper les portes d'un groom afin qu'elles se referment automatiquement pour limiter les déperditions de chaleur
- Préférer les appareils de chauffage électrique radiants et les équiper d'un système de régulation électronique
- Assurer une programmation horaire de l'installation de chauffage et/ou climatisation via une horloge : hors gel la nuit et le week-end, réduit la journée
- Poser des contacteurs au niveau des fenêtres pour assurer un arrêt automatique du système de chauffage et/ou climatisation dès qu'une fenêtre est ouverte
- Équiper les bungalows de protections solaires extérieures selon les orientations : débord de toit, brise-soleil fixe ou mobile, etc.
- Préférer les brasseurs d'air aux climatiseurs

8.3 - ANNEXE : Dossier technique regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante

CF : Diagnostics joints au DCE

:

8.4 - ANNEXE : Dossier technique regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant du plomb

CF : Diagnostics joints au DCE

:

8.5 - ANNEXE: Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité (DHOL)

Nom du CSPA:

Coordination SPS :

PRESENTS, Agence Bruges

15 Avenue de Chavailles

Les Bureaux du Lac - Immeuble E

33520 BRUGES

Tél : 05 56 74 81 71

Fax : 05 56 74 22 64

Nom CSPA : Eric ARNAUDEAU

Email : e.arnauveau@presents.fr

8.5.1 - Partie à remplir par le CSPA:

Adresse du chantier:

33350 CASTILLON LA BATAILLE

Coordonnées GPS:

Contraintes horaires de livraisons:

Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPA):

Autres renseignements utiles (contraintes administratives):

Quai de déchargement:

8.5.2 - Partie à remplir par le client (entreprise du BTP):

Nom de l'entreprise:

Adresse du siège:

Nom du réceptionnaire:

Coordonnées du réceptionnaire:

Plage horaires de livraisons:

Présence du chef de manoeuvre:

Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement de camion:

Distance (m):

Hauteur (m):

Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant):

Appareil de levage utilisé pour l'opération:

- pelle, manuscopique de chargement, camion grue
- appareil propre au chantier
- appareil à la charge du fournisseur

Autres renseignements: